

UNION RÉGIONALE DU SYNDICAT NATIONAL DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les DGS pour une clarification de leurs compétences et responsabilités

► Bonaventure DJAMIE

En congrès ce 15 avril à Faches-Thumesnil, l'Union régionale du Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales (SNDGCT) a planché sur l'évolution du métier de DGS et sur les difficultés de recrutement de cadres territoriaux.

Cette formule d'un directeur général de service (DGS) rappelée par Nicolas Lebas illustre le rapport entre un DGS et l' élu : "Exécuter avec intelligence les décisions des élus." Le maire de Faches-Thumesnil, également vice-président de LMCU, clôturait une partie des travaux du congrès régional de l'Union régionale du Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales, le 15 avril à la salle Jacques-Brel. Il n'y a pas d'ambiguïté sur les rôles de chacun : les élus définissent la politique locale et le DGS la met en œuvre. Au congrès régional, les formulations n'ont pas manqué pour expliquer la mission du DGS : l'homme-orchestre de la collectivité, le bras droit du maire, l'homme de confiance de l'exécutif local mais aussi garde-fou contre les dérapages de certains élus, etc.

Le DGS est en effet un fonctionnaire territorial chargé de la mise en application des décisions locales. Dans le tandem que le DGS forme avec le maire, le pouvoir décisionnel revient au second, le premier étant tenu à une obligation de neutralité. Mais l'efficacité du tandem repose sur le rapport de confiance qui existe entre les deux.

Au congrès de Faches-Thumesnil, ce n'est pas tant la nature des relations entre les élus et les DGS qui a préoccupé les participants. "Dans le Nord-Pas-de-Calais nous avons des élus responsables et respectueux de notre profession, a affirmé Joseph Pietrzyk, président de l'Union régionale du SNDGCT. Le pourcentage de contentieux entre élu et DGS est faible en région." S'il est vrai que les exemples de DGS ayant fait des carrières longues dans les mêmes communes sont légion, il est aussi vrai que ce "bras droit du maire" peut faire les frais d'un changement de majorité au sein de la municipalité. "Il arrive même que sans changement de majorité, le DGS ne soit plus le même, précise Joseph Pietrzyk, lui-même DGS de la commune de Sallaumines (Pas-de-Calais) depuis 1984. Il y a beaucoup de mobilité après les élections mais je dirais qu'en région, c'est relativement stable."

"Des touche-à-tout". Ce qui a préoccupé les congressistes le 15 avril dernier ce sont les évolutions que connaît leur profession. Les missions dévolues au DGS sont de plus en plus polyvalentes en particulier dans les moyennes et petites communes. "Nous sommes des touche-à-tout, explique Marie-Annick Wullens, DGS à la mairie d'Esquelbecq (Nord), commune d'environ 2 000 habitants. Il nous faut faire de la gestion de ressources humaines, de la gestion des ressources financières, faire du développement du territoire, assurer des tâches administratives, etc." A Faches-Thumesnil, les DGS ont tenté encore une fois de pousser une "vieille revendication" relative à leurs compétences et responsabilités. "Nous voulons que nos compétences soient reconnues de manière un peu plus officielle, affirme Joseph Pietrzyk. Par exemple, dans une commission d'appels d'offres ou dans un comité technique paritaire, le DGS est présent mais il n'apparaît pas toujours parmi les per-



Joseph Pietrzyk a été reconduit à la tête de l'Union régionale du Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales.

sonnes qui en font officiellement partie. Nous avons des responsabilités dans différents domaines mais nous n'avons pas toujours les compétences officielles qui nous permettraient d'agir."

Au congrès du 15 avril les DGS ont aussi évoqué la question plus générale du recrutement des cadres territoriaux. "Il existe une certaine tension sur le marché du recrutement, reconnaît Philippe Boirel du Centre national de la fonction publique territoriale. Nous avons besoin de jeunes diplômés bac +3 et bac +4 pour assurer des fonctions de service et des fonctions d'appui. Généralement les jeunes diplômés s'orientent plus vers les entreprises ou la fonction publique de l'Etat. La fonction publique territoriale est méconnue." Le CNFPT entrevoit une pénurie de cadres territoriaux à l'horizon 2012 qui sera consécutive des départs à la retraite.

D'ailleurs, pour 2009, l'Union régionale a affirmé sa volonté de rajeunir ses rangs. Le congrès de Faches-Thumesnil avait aussi pour objectif de "renouveler les instances" de l'organisation qui compte quelque 300 adhérents. Joseph Pietrzyk, à la tête de l'Union régionale Nord-Pas-de-Calais depuis 2006, a été reconduit ainsi que chacun des présidents départementaux. Lille accueillera du 22 au 24 octobre le congrès national des DGS. ■